

Corne de l'Afrique – Somalie

Par le SER de Nairobi



Le secteur de l'eau en Somalie

La Somalie fait face à un stress hydrique aigu, avec seulement 411 m³ d'eau renouvelable par habitant et des ressources en eau en déclin. Le climat aride rend les eaux souterraines, qui se trouvent à de grandes profondeurs, la principale source d'eau. Néanmoins, la qualité des eaux souterraines est médiocre, affectée par la surexploitation, la salinité et la pollution. Le potentiel des fleuves Juba et Shabelle reste sous-exploité du fait de l'insuffisance des infrastructures de contrôle des crues et d'irrigation. La pression s'accroît avec la croissance démographique (3,4 %), et les cycles de sécheresses et inondations dus au changement climatique. Plus de 49 % de la population n'a pas accès à l'eau potable. Compte tenu d'une gouvernance faible, le secteur est fortement soutenu par les bailleurs et les ONG. Les services d'eau sont dominés par le secteur privé. La chute des financements internationaux fragilise gravement les programmes WASH, privant déjà 300 000 personnes de l'accès à l'eau potable.

Des ressources en eau en déclin et une pénurie d'eau source de conflits

La Somalie est en situation de stress hydrique avec des ressources d'eau renouvelables estimées à 411 m³ par habitant et par an, bien en deçà du seuil de 1000 m³ recommandé par l'ONU. Ces ressources sont en déclin puisqu'elles étaient de 2087 m³ en 1962. Du fait d'un climat globalement aride à semi-aride, les eaux souterraines constituent la principale source d'eau. Toutefois, une grande partie du centre et du nord de la Somalie repose sur des sédiments à faible perméabilité, ce qui nécessite un forage à une profondeur comprise entre 100 et 400 mètres. Les pluies sont à la fois rares et irrégulières. Les précipitations annuelles sont de 200 mm dans la plupart du pays, avec un niveau plus élevé dans le sud et sud-est. Le pays a deux rivières permanentes : Juba et Shabelle qui prennent leurs sources dans les hauts plateaux éthiopiens. Les deux fleuves se caractérisent par une alternance de crues violentes et de sécheresses. Leur potentiel reste sous-exploité faute d'infrastructures de contrôle des eaux d'inondation et d'irrigation.

La pression sur les ressources en eau est exacerbée par les besoins de l'agriculture, principale activité économique (65 % du PIB), ce qui entraîne une forte compétition, ainsi que des conflits, autour des ressources hydriques. Dans un contexte de croissance démographique parmi les plus élevées au monde (3,4 % en 2025), la qualité médiocre des ressources en eau souterraine, due à la salinité, la surexploitation, le fluor et la pollution constitue un autre défi. A cela s'ajoute les effets du changement climatique qui se manifestent dans des inondations et sécheresses récurrentes, avec des prévisions d'aggravation des inondations à l'avenir. Récemment, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a annoncé que plus de 130 puits sont asséchés, privant d'eau environ 800 000 personnes au Puntland et 600 000 au Somaliland.

Plus de 49 % des Somaliens n'ont pas accès à l'eau potable. Environ 2 millions de personnes, soit 22 % de la population rurale, dépendent encore de sources d'eau non améliorées. Les conséquences sanitaires pour les ménages ruraux liées au manque d'accès aux sources propres d'eau sont également importantes. De manière générale, il existe une variation géographique importante en matière d'accès aux ressources en eau, ainsi que des variations saisonnières et liées au changement climatique.

Des services d'eau marqués par un offre publique minime, une multitude d'acteurs gérant un réseau de distribution limité et un soutien important par les acteurs de développement.

Malgré un cadre global de gouvernance, en pratique, la fourniture de services d'eau est très peu réglementée. Au niveau fédéral, le ministère de l'Énergie et des ressources en eau (MoEWR) est responsable de l'élaboration des politiques, de la planification et la régulation du secteur. Chaque Etat membre possède son propre ministère de l'Énergie et de l'Eau qui mettent en œuvre les politiques et conduisent les projets d'infrastructures hydrauliques. Néanmoins, en pratique, la fourniture de services d'eau est dominée par les partenaires internationaux, le secteur privé et les ménages eux-mêmes. Des dizaines d'opérateurs privés jouent

un rôle capital en comblant les lacunes de l'offre publique. Ces opérateurs sont de tailles variables allant des grandes sociétés exploitant des forages et fournissant des branchements en eau potable à une grande partie des principales villes, aux petits opérateurs individuels desservant des zones urbaines limitées. Il résulte de cette multitude de fournisseurs de services des difficultés de coordination et de mise en œuvre des politiques et plans de gestion et de développement des ressources en eau. Ainsi, de nombreuses fonctions liées à la gouvernance et développement de services efficaces ont été abandonnées telles que la régulation de la qualité des services d'approvisionnement en eau, la fixation des tarifs ainsi que la garantie d'une distribution équitable des services.

Ce n'est qu'en 2021 que la Somalie a élaboré sa première stratégie de l'eau, la National Water Resource Strategy 2021 – 2025 (NWRS) est un ensemble de plans et actions s'alignant sur les objectifs stipulés dans la constitution ainsi que les objectifs du développement durable. Elle cherche à moderniser les institutions et à restaurer les services. Ses mesures définissent des priorités à court et long terme pour le secteur. La politique WASH complète ce dispositif, couvrant l'approvisionnement, la gestion communautaire et la qualité de l'eau. La mise en œuvre de certains des plans et actions compris dans la NWRS devraient s'étendre au-delà de 2025. Au niveau des États, le Somaliland, le Puntland et le Jubbaland ont adopté leurs propres politiques hydriques.

Les agences des Nations Unies, les bailleurs et les ONG apportent à la Somalie un soutien vital dans le secteur de l'eau. Ainsi, le programme WASH somalien est une collaboration entre ONG locales et internationales, départements gouvernementaux et agences onusiennes. Il est dirigé par l'UNICEF. L'objectif principal de ce programme est de renforcer les capacités de réponse aux urgences à travers une diffusion efficace et transparente des données et informations. Avec la stabilisation du pays, les fonctions du programme devraient être prises par le gouvernement. Cependant, la Somalie fait actuellement face à une crise de financement après que de nombreux donateurs internationaux, dont notamment l'USAID, ont réduit leur budget d'aide étrangère. Ainsi, les programmes d'eau et d'assainissement ne sont plus financés qu'à hauteur de 12 %, forçant les agences à réduire de trois quarts leurs opérations et privant 300 000 personnes de l'accès à l'eau.